

<https://ricochets.cc/14-juillet-de-Macron-essayer-la-dictature-pour-commemorer-une-revolution.html>



14 juillet de Macron : essayer la dictature pour commémorer une révolution

- Les Articles -

Date de mise en ligne : jeudi 13 juillet 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le 14 juillet, jour de commémoration d'émeutes populaires qui ont attaqué de manière parfois violentes le pouvoir royal, les riches et les nobles, le gouvernement macron installe un hallucinant dispositif policier de dictature.

Il ne s'agirait pas que cette « fête nationale » soit commémorée autrement qu'avec des discours aseptisés et des défilés martiaux.

Pire encore, Macron accueille en invité d'honneur pour le défilé du 14 juillet le tyran indien extrême-droitisé Narendra Modi (voir infos plus bas) ! (puis dîner officiel dans le musée du Louvre avec des centaines d'invités..) Il faut dire que Modi est un gros acheteur d'armements français... Avec le macronisme, le 14 juillet se confirme être la fête de l'armée, des tyrans et du business de la mort.

Bientôt un génocidaire notoire invité à la fête des droits de l'homme et un tueur en série guest star de la commémoration de la fin de la peine de mort ??!

« La guerre c'est la paix. La liberté c'est l'esclavage. » - 1984)

Et le 14 juillet c'est la fête de la tyrannie autoritaire et du régime policier.



14 juillet de Macron : essayer la dictature pour commémorer une révolution

14 JUILLET : LA DICTATURE POUR COMMÉMORER LA RÉVOLUTION

Sera-t-il autorisé de parler de la Révolution française le 14 juillet ? En 2023, on peut légitimement se poser la question, tant le gouvernement pousse loin le curseur de la répression. Le ministre de l'Intérieur annonçait ce 12 juillet un dispositif proprement dictatorial pour le jour de la fête nationale :

; **130.000 policiers et gendarmes déployés sur le territoire.** C'est beaucoup plus que lors du point culminant du soulèvement des Gilets Jaunes en décembre 2018. C'est presque l'équivalent de l'effectif total de la police française

Des brigades antiterroristes lourdement armées 'antiterrorisme dans les rues

; **L'antiterrorisme dans les rues.** C'est en train de devenir une habitude extrêmement inquiétante. Le Raid, le GIGN, la BRI seront déployés avec leurs véhicules lourds et leurs fusils à pompe. Des blindés seront aussi employés

; **De gros moyens de surveillance sont mis en place.** Les hélicoptères de la gendarmerie nationale survoleront les banlieues, mais aussi des drones. Un arrêté préfectoral autorise les drones à survoler les départements du 92 et du 93 du 10 au 15 juillet. Lorsqu'ils ont été autorisés il y a quelques semaines, le gouvernement promettait que c'était sur un périmètre géographique très ciblé, quelques heures pendant les manifestations. Ces mouchards volants vont filmer pendant 5 jours toute la région parisienne

; Le gouvernement demande aux préfets l'arrêt des bus et des tramways des 22H. C'est un couvre feu qui ne dit pas son nom

; **Les feux d'artifice sont interdits ! Pour un 14 juillet, seul jour de l'année consacré à l'usage de feux d'artifices, c'est un comble. Après avoir interdit la musique pour la fête de la musique, les casseroles dans les manifestations, ce régime fou interdit de célébrer sa propre fête Nationale.** « La vente, le port, le transport et l'utilisation » sont interdits pendant le week-end du 14-Juillet, et 150.000 mortiers d'artifice ont déjà été saisis par les forces de l'ordre.

; Enfin, le gouvernement promet une « grande fermeté à l'égard des de ceux qui voudraient gâcher » les festivités, alors que c'est lui même qui les gâche. Nous sommes probablement le seul pays au monde dont la fête censée commémorer une Révolution se transforme en couvre feu totalitaire quadrillé d'hommes en armes.

(posté par Contre Attaque)



14 juillet de Macron : essayer la dictature pour commémorer une révolution

BRUITS DE BOTTES POUR LE 14 JUILLET

130 000 effectifs policiers seront déployés dans le pays, dont le RAID, la BRI, le GIGN, les hélicoptères de la gendarmerie nationale, drones et véhicules blindés. Un nombre historique. L'usage des feux d'artifice sera

notablement restreint. Les transports quant à eux seront fermés à 22h. Darmanin, toujours dans la surenchère sécuritaire, a littéralement décidé d'agir comme un chef de guerre. Sauf que cette guerre est contre la population.



14 juillet de Macron : essayer la dictature pour commémorer une révolution Macron adore les populistes fascistes

QUI EST NARENDRA MODI, INVITÉ D'HONNEUR DU 14 JUILLET ?

Premier ministre de l'Inde depuis 2014, Modi est un exemple de ce qui se fait de mieux en matière de populisme fascisant.

Ancien membre des Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), formations paramilitaires inspirées du nazisme qui défendent un suprémacisme hindou, et qui se caractérisent par leur violence à l'égard des populations musulmanes, Modi a construit l'essentiel de sa carrière politique en se faisant le promoteur d'un complotisme islamophobe.

En 2001 il est nommé à la tête de l'Etat du Gujarat par le BJP, qui compte parmi les principaux partis politiques du pays et qui promeut lui aussi un nationalisme hindou teinté d'islamophobie.

Au cours de ses mandats successifs Modi n'a eu de cesse d'alimenter la haine entre les différentes communautés religieuses du pays, n'hésitant pas à verser dans le complotisme le plus vil, le tout, en érigeant le musulman en terroriste en puissance. Au même titre que l'Etat français, il n'hésite pas non plus à user de la rhétorique anti-terroriste pour justifier des mesures discriminatoires à l'égard de la communauté musulmane.

En 2002, alors qu'il était à la tête de l'Etat du Gujarat, il a joué une responsabilité de premier plan dans les pogrom anti-musulman qui se déroulèrent dans l'Etat, qui firent des centaines de morts et plusieurs milliers de blessés, sans parler des dizaines de milliers de déplacés.

Lorsqu'il est élu président en 2014, c'est à l'échelle nationale cette fois, que la politique du pays prend une tournure suprémaciste hindoue et ouvertement islamophobe. Révocation de l'autonomie du Cachemire (peuplé à 90% par des personnes musulmanes), mise en place d'une répression sanglante, adoption d'une loi sur l'immigration conditionnant l'asile au fait de ne pas être musulman pour les ressortissants de certains pays, encouragement à demi-mot des lynchages de musulmans soupçonnés de manger du boeuf, etc.

Pire encore, Modi fait la promotion de théories complotistes qui visent à accroître l'islamophobie déjà galopante en Inde. Le « Grand remplacement » en fait bien entendu parti, à tel point que nombre d'hindous sont aujourd'hui persuadés que la population musulmane est sur le point de devenir majoritaire (alors qu'elle représente en vérité seulement aux alentours de 15% de la population du pays). Il contribue également à faire circuler l'idée qu'il existerait un « love jihad », vaste plan des hommes musulmans qui consisterait à séduire des femmes hindoues en mentant sur leur religion pour ensuite les forcer à se convertir.

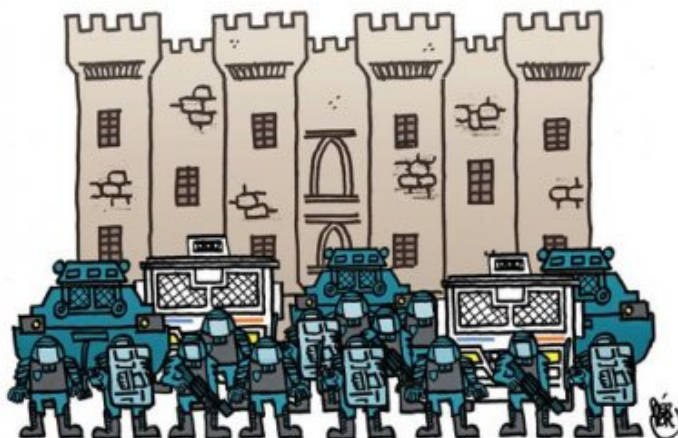
Et c'est sans parler de ses attaques incessantes à l'encontre de la liberté de la presse et des défenseurs des droits humains.

En bref, Modi c'est un bilan économique négatif, caché derrière une diarrhée verbale de discours islamophobes, qui infusent désormais une partie non-négligeable de la société du pays.

C'est cet individu que Macron invite aujourd'hui à l'occasion du 14 juillet en France. Une personne dont l'islamophobie n'est pas à prouver, une personne dont la politique encourage la haine et les violences à l'égard des populations musulmanes, une personne qui s'accommode et se réjouit du meurtre de musulmans, le considérant la plupart du temps comme licite.

Difficile de ne pas y voir un signe.

FÊTES DU 14 JUILLET 2023



14 juillet de Macron : essayer la dictature pour commémorer une révolution

En décidant de ne pas prendre la parole pour le 14 Juillet, Emmanuel Macron montre une fois de plus un signe de faiblesse.

Soyons francs, cette tradition du chef d'État censé intervenir tous les ans est déjà morte.

La président ne s'y est plié que deux fois en six ans.

Son annonce pourrait donc être considérée presque comme une non-information.

Après tout, il n'y a que lui et son narcissisme exacerbé qui s'imaginent qu'il peut encore convaincre une large partie de la population qui le déteste viscéralement.

Dans le fond, à part quelques boomers radicalisés de l'extrême-centre qui l'attendent au JT du 13h00, tout le monde se fout de ses déclarations formelles.

Cependant, dans le contexte actuel nous pouvons considérer quand même que c'est une défaite politique.

La fête Nationale devait être l'issue de cent jours d'apaisement, force est de constater que c'est un échec

total.

Le 17 Avril dernier, alors que le mouvement de lutttes contre la réforme des retraites prenait une tournure pré-insurrectionnelle, Macron improvisait ce hasardeux concept censé apaiser le pays en cent jours.

Immédiatement après ces déclarations, les manifestations sauvages continuaient de plus belle un peu partout en France.

De plus, le renouveau imaginaire des casseroles donnait naissance à l'Intervilles Macron.

Il s'agissait là d'une joie sereine et déterminée qui tournait nos dirigeants en ridicule.

L'utilisation de lois antiterroristes dans le but d'interdire un ustensile de cuisine dont le seul « tort » était de faire un peu de bruit l'illustre à la perfection.

Pendant des semaines, pas une journée ne s'est déroulée sans que des députés, ministres, ou sbires de la Macronie soient pris à partie.

Ce fut par exemple le cas pour l'accueil de Pap Ndiaye à Gare de Lyon.

Dans les villes et leurs périphéries jusqu'aux campagnes les plus isolées, le son des casseroles retentissait à chaque fois, parfois accompagné d'interpellations ridicules.

Certains ont préféré renoncer à leurs déplacements par peur d'affronter la réalité en face.

Cette colère populaire atteindra son paroxysme le premier mai.

Véritable baroud d'honneur précédant la trahison définitive et assumée de l'intersyndicale, où nous avons assisté à des affrontements d'une intensité inédite.

Pour finir, après l'exécution du petit Nahel, c'est une autre frange de la population française issue majoritairement de ses colonies intérieures qui a fini par faire trembler l'État.

La mobilisation des compagnies d'intervention destinées au grand banditisme ou au terrorisme (BRI, RAID, GIGN) n'aura servi à rien d'autre que rajouter de l'huile sur le feu.

Une jeunesse s'est soulevée contre l'État policier et raciste, à elle seule, elle aura réussi à déstabiliser l'ordre républicain en seulement dix jours.

Macron envisage maintenant de couper internet tant que les séquences de révoltes s'accroissent et risquent de se croiser.

La situation est tellement alarmante que le président craint des débordements graves les deux nuits à venir.

Les feux d'artifices sont interdits et le gouvernement demande l'arrêt des transports après 22h.

Ironie du sort pour cette journée qui commémore un événement marquant le début de la Révolution Française et qui mit fin à la monarchie absolue.

(posté par CND)



14 juillet de Macron : essayer la dictature pour commémorer une révolution

En guise de dessert sans artifices, voici la suite des attaques anti-sociales de la tyrannie étatico-capitaliste :

§ APRÈS LES RETRAITES, NOUVELLE OFFENSIVE CONTRE LA SANTÉ

- Macron avait promis que les économies sur les retraites financeraient la santé.

En réalité, il veut dérembourser les médicaments et limiter les arrêts maladie -

À peine réélu, dès la fin de l'année 2022, Macron annonce que cette fois-ci, il s'attaque aux retraites. Pour de bon : le grand recul de l'âge des retraites réclamé par les marchés financiers et les cabinets de conseil. Une loi injuste, antisociale, violente, dès le début du mandat. Mais pour faire passer la pilule, il fait une promesse : l'argent économisé sur les retraites servira à d'autres dépenses « comme l'école, la santé et la transition écologique ».

Été 2023 : ça y est, Macron a cassé les retraites en passant par 49-3 et en déployant une répression inouïe contre les manifestations, en méprisant les millions de grévistes, en crachant au visage des syndicats.

Maintenant, il n'est absolument plus question de financer la santé. C'est même l'inverse. Le 19 juin, la presse titre : « pour éviter tout dérapage des finances publiques, le ministre de l'économie s'attaque aux dépenses de santé ». « Le gouvernement planche sur la réduction des arrêts de travail et des prescriptions de médicaments » ajoute un journal.

Macron vise 10 milliards d'euros de réduction de dépenses dans la santé. En ligne de mire : forcer les médecins à diminuer les arrêts de travail. Donc obliger des gens malades ou abîmés à aller bosser. Et « dérembourser » des médicaments. Autrement dit, faire payer d'avantage le prix des médicaments. La destruction de la sécurité sociale est en route. Bruno Le Maire ose même cette expression ignoble : « responsabiliser » les malades.

« On vise les cancéreux, les diabétiques, les insuffisants respiratoires, tous ceux qui sont polypathologiques... Les gens ne choisissent pas d'être malade ! On crée un système inégalitaire » s'insurge le médecin Jérôme Marty.

Pour ses « économies », le gouvernement s'en prend aussi à l'assurance-chômage, l'aide à l'emploi, ou encore l'aide au logement, en plus de la santé.

Le 12 juillet, le ministre Gabriel Attal, qui n'a jamais travaillé de sa vie, annonce : « les contrats aidés que nous réduirons à nouveau largement » et confirme : « sur le budget de la Sécurité sociale, j'assume de dire qu'il faut prendre des mesures pour stopper la progression du nombre d'arrêts-maladies ». Les gens n'en peuvent plus de leurs boulots mortifères ? Pas grave, essorons-les au maximum, jusqu'à la mort.

Les deux ministres osent parler d'un « effort global ». Pour rappel, le montant cumulé des 500 plus grandes fortunes en France est de 1170 milliards d'euros, soit 45% du PIB. Macron a débloqué plus de 400 milliards d'euros pour l'armée. Et l'État distribue chaque année 200 milliards d'euros d'aide aux entreprises. Des sommes que Le Maire et Attal n'ont aucune intention de taxer.

On se trompe en imaginant que le néolibéralisme, c'est une économie "équilibrée" ou une "réduction de la dette" avec des plans "d'austérité". Non, c'est un transfert de fonds massif de l'État social vers l'État répressif et militaire, et les aides aux patrons. C'est un vol en bande organisée.

(posté par Contre Attaque)